Document generated on 06/04/2025 6:33 p.m.

Nouvelles pratiques sociales

Le pouvoir de penser et d'agir des parents… qu'en faisons-nous ?

Lorraine Doucet

Number 1, Special, Winter 2012

Regards croisés France-Québec

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1008641ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1008641ar

See table of contents

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (print)
1703-9312 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Doucet, L. (2012). Le pouvoir de penser et d'agir des parents… qu'en faisons-nous ? *Nouvelles pratiques sociales*, (1), 75–78. https://doi.org/10.7202/1008641ar

Tous droits réservés © Université du Québec à Montréal, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le pouvoir de penser et d'agir des parents… qu'en faisons-nous ?

Lorraine DOUCET
Directrice, Centre de promotion communautaire Le Phare

Depuis de nombreuses années déjà, il existe à travers le Québec des organisations qui accompagnent les familles dans l'expérience de la parentalité. C'est à partir des besoins, désirs, rêves identifiés par les parents eux-mêmes que sont nés les organismes communautaires familles (OCF), dont fait partie le Centre de promotion communautaire Le Phare (ci-après Phare), depuis plus de 35 ans. Donc, ce n'est pas d'hier que les parents trouvent des solutions pour vivre pleinement leur rôle parental et ainsi assurer une bonne vie à leurs enfants.

Depuis quelques années, nous assistons à l'intensification des programmes et des projets qui s'adressent aux tout-petits et à leurs parents. Les interventions proposées ciblent prioritairement les jeunes parents, les parents pauvres, les parents immigrants et leurs enfants de moins de cinq ans. Que les subventions proviennent de la Direction de santé publique ou de fondations privées, les critères d'admissibilité demeurent les mêmes, ce sont les familles identifiées avec des facteurs de risques élevés que l'on veut réellement rejoindre. Nous pourrions ici discuter des multiples raisons qui motivent ces choix, qu'elles soient d'ordre économique, politique ou

autres mais comme travailleuse communautaire qui côtoient tous les jours les familles, j'aimerais mettre en relief le discours autour de la prévention précoce et les aspects souvent pervers des actions qui l'accompagnent.

Lors de nos réunions hebdomadaires d'équipe, nous nous sommes souvent questionnés sur le sentiment d'urgence et d'intensité que dégagent ces propositions. Nous pouvions percevoir qu'il y avait d'énormes malaises avec les familles qu'on voulait rejoindre et qu'on affublait souvent de termes tels que : familles vulnérables, défavorisées, jeunes à risque, comme si elles étaient en dehors du grand NOUS. De plus, les discours nous semblaient terriblement contradictoires, pour ne pas dire en perte totale de sens. D'un côté, ces programmes parlent du parent comme premier responsable de son enfant et, de l'autre, des intervenantes institutionnelles se présentent dans la famille et disent aux parents qu'elles vont leur montrer comment éduquer leurs enfants. D'un côté, on désire par ces activités favoriser le lien d'attachement et, de l'autre, on pousse les parents ciblés à inscrire le plus tôt possible leur bébé à la garderie. On prétend vouloir renforcer l'*empowerment* des parents et favoriser leur autonomie, mais dès la grossesse on les prend en charge et on ne tient pas compte de leurs forces et de leurs expériences lorsque vient le temps de pondre ces programmes. En aucun temps, ils ne sont réellement consultés ou questionnés sur les solutions ou les réponses à leurs besoins en tant que parent. Ces programmes posent un regard souvent empreint de préjugés défavorables par rapport aux parents ciblés. Plusieurs parents sont très sensibles aux non-dits, car plusieurs sont des « survivants » qui ont développé un sixième sens par rapport à ceux qui prétendent leur vouloir du « bien ».

On se demande également si ces différents programmes visent réellement à briser l'isolement des parents, comme l'illustre cet exemple d'une mère qui fréquente notre organisme et qui bénéficie d'un accompagnement d'une travailleuse sociale du Centre local de services communautaires (CLSC), dans le cadre d'un programme de prévention précoce. Dès son arrivée dans le quartier et parce qu'elle était enceinte et mère de deux jeunes enfants, elle n'a pas eu le choix de placer à temps plein ses enfants à la garderie, qu'elle doit conduire matin et soir, en hiver, alors qu'elle vient d'accoucher, sous la « menace » qu'elle risquait de perdre les services de son CLSC. De plus, cette même intervenante vérifie régulièrement le réfrigérateur de madame en espérant y voir des légumes frais. Selon la mère, qui est une immigrante récente à la suite du séisme en Haïti, le peu de revenus qu'elle a en ce moment ne lui permet pas de remplir à son goût le réfrigérateur, et les légumes crus ne font pas partie des habitudes alimentaires de son coin de pays. Toujours selon ses dires, ces manières manquent totalement de savoir-vivre, on en convient, et sont une intrusion dans sa vie privée.

Bref, lors d'une rencontre avec une intervenante de chez nous, elle songeait à déménager; car ainsi on lui ficherait la paix, alors qu'elle commençait à peine à se créer un réseau d'entraide chez nous et qu'elle aurait aimé que ses enfants poursuivent leurs ateliers, à temps partiel, au Phare. Ainsi, elle aurait pu passer du temps avec ses tout-petits et en avoir pour elle-même. Heureusement, elle a trouvé une intervenante qui l'a écoutée, qui l'a félicitée pour ce qu'elle faisait déjà comme maman, qui lui a demandé ce qu'elle aimerait pour elles et ses enfants et qui lui a proposé d'attendre avant de déménager, car au Phare on commence à peine à la connaître et qu'on l'aime déjà beaucoup.

En plus de créer l'effet inverse des objectifs de départ, ce genre d'intervention intensifie la perte de confiance des parents, qui est souvent fragile, envers les institutions. À preuve, il n'est pas rare d'entendre de la bouche des parents qu'il est préférable de se taire ou d'en dire le moins possible lorsqu'on est en présence d'un ou d'une intervenante qui dit « vouloir nous aider ». Et on voudrait que nous, pour qui tous les parents comptent, sans discrimination, on participe à ça, puisqu'on nous sollicite de plus en plus pour mettre en œuvre ces programmes.

Dans les différentes rencontres avec les promoteurs de ces programmes d'intervention précoce, on remarque qu'il est difficile de faire valoir que les familles ciblées ne sont pas des objets mal dégrossis que l'on peut peaufiner afin d'en faire des pierres précieuses qui rapporteront gros, et que ce n'est pas parce que les parents sont jeunes ou font différemment qu'ils ne peuvent pas éduquer leurs enfants. Également, malgré ce que certains affirment, tout ne se joue pas avant cinq ans et le cerveau est une matière malléable plus longtemps qu'on désire nous le faire croire.

Les parents, jeunes, pauvres, immigrants ou autres ont les mêmes besoins, désirs et rêves que les autres parents; ils veulent être accueillis avec respect, participer à la recherche de solutions lorsqu'ils éprouvent des difficultés. Ils veulent qu'on s'inspire de leur expérience lorsqu'on dit vouloir les aider. Notre expérience terrain nous démontre qu'ils désirent par-dessus tout appartenir à une collectivité de parents qui partagent les mêmes questionnements et qui leur permettra de s'émanciper, avec leurs enfants. Car ces collectivités de parents ne sont pas minutées dans le temps qu'elles allouent à l'entraide. Les gens qui les fréquentent nous disent régulièrement à quel point un regard rempli de préjugés peut être assassin. Combien de ces parents, alors qu'ils étaient dans une situation de détresse et qui ont dû avoir recours à de l'aide alimentaire ou financière, ont été projeté au sol par l'accueil accusateur qu'on leur a fait? Il n'est pas rare non plus d'entendre de la bouche des enfants ou des parents qui participent à l'école que certains intervenants scolaires ont la conviction qu'il ne vaut pas la peine d'investir

dans les enfants issus des habitations à loyer modique (HLM), car, de toute façon, « ils n'iront pas loin dans la vie ». On espère pour ces intervenants que les jeunes n'auront pas été trop stimulés entre 0 et 5 ans, car ça pourrait « faire mal » si ces familles osaient riposter. Alors, sincèrement, à quoi sert d'intervenir tôt et de faire croire aux parents qu'on veut les aider, si dès le départ nous sommes bourrés de préjugés, qu'on ne croit pas au potentiel du parent et qu'on a l'impression de perdre notre temps ? Car ce qui n'est pas nommé, c'est aussi le temps compressé, minuté, les ressources humaines et financières ridicules qu'on propose à tous ces intervenants communautaires ou institutionnels qui devront appliquer ces programmes, souvent à la pièce. Le message retenu : pendant qu'on vous regarde en haut vous agiter, assis derrière notre ordinateur, n'oubliez surtout pas de remplir les mille et une petites cases des évaluations afin que nous puissions être rassurés lorsque nous partirons en vacances.

Nous croyons sincèrement à un accompagnement des familles fondé sur le plaisir partagé d'une rencontre parent-jeune-intervenant, situé dans un milieu de vie souple et ouvert, pouvant accueillir toutes les familles. Nous voulons supporter un lieu où les parents et les jeunes peuvent choisir pour eux-mêmes et s'expérimenter, dans des allers et retours, sans jugement. Nous voulons un accompagnement basé sur des relations volontaires et égalitaires où peut se bâtir une relation de confiance réciproque. Nous encourageons la prolifération des milieux où il est encore possible de faire l'expérience de la démocratie.

Chez nous, les parents sont au centre des discussions et des décisions. Ils sont majoritaires aux conseils d'administration qui nous gouvernent. Ils trouvent au Phare un accueil dépouillé de ses préjugés qui leur permettra tranquillement de s'exprimer réellement et de se créer comme individu, mais également comme collectivité. Ici, il y a de la place pour la créativité et toutes les solutions seront envisagées et approuvées par les premiers concernés, les parents et leurs enfants. Pour nous, les organismes communautaires familles demeurent une alternative importante pour « aider » les parents et les enfants dans leur devenir, du moins, c'est encore le choix que font plusieurs familles, toutes catégories confondues, nos rapports d'activités en faisant foi. Et vive l'inclusion !